



OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE

TURQUIE-AFRIQUE DU SUD : REFLET DE LA NOUVELLE COOPÉRATION SUD-SUD ?

PAR LOUIS-MARIE BUREAU, LARA DEGER, SIMON RUMEL

Club du Millénaire

30 septembre 2011

En partenariat avec :

 *Club* **DUMILLÉNAIRE**


IRIS
INSTITUT DE RELATIONS
INTERNATIONALES
ET STRATÉGIQUES

TURQUIE-AFRIQUE DU SUD : REFLET DE LA NOUVELLE COOPERATION SUD-SUD ?

Par Louis-Marie BUREAU, Lara DEGER, Simon RUMEL / Club du Millénaire

Depuis août 2011, la Turquie et l’Afrique du Sud ont décidé de s’exempter mutuellement de leur régime de visas¹. Cet accord constitue une nouvelle étape de la collaboration entre ces deux pays. Il illustre les nouveaux rapports marqués par une coopération croissante des puissances émergentes.

Plusieurs caractéristiques communes relient l’Afrique du Sud à la Turquie : elles disposent d’une main-d’œuvre bon marché mais présentent une répartition du revenu et du patrimoine parmi les plus inégales au monde. Avant la crise de 2009, les deux pays enregistraient des taux de croissance supérieurs à 5% par an, sur plus d’une quinzaine d’années. À la période de restriction d’avant 1994 a succédé une rapide ouverture de l’économie sud-africaine orchestrée par Trevor Manuel², ministre des Finances de 1994 à 2009. Il réussit à attirer des investisseurs financiers sur le Johannesburg Stock Exchange (JSE). Le gouvernement sud-africain est d’ailleurs le seul représentant de l’Afrique au sein du G20 et a récemment intégré le groupe des puissances émergentes, maintenant dénommé BRICS (Brasil, Russia, India, China et South Africa). Pour sa part, l’économie turque enregistre, depuis trente ans, de profonds bouleversements : jadis centrée sur l’agriculture, elle s’appuie maintenant sur une industrie principalement manufacturière, textile notamment, et une offre de services compétitive sur la scène mondiale. Le renforcement des réseaux de communication et de l’appareil administratif a parallèlement permis le développement du secteur tertiaire et du tourisme. La Turquie s’impose désormais sur la scène internationale comme une économie émergente d’une grande vitalité, membre du G20 et classée 15^e économie mondiale³.

¹ *L’Afrique du Sud et la Turquie renoncent mutuellement aux exigences de visas*, www.turquie-fr.com, 23 août 2011 (disponible en ligne sur <http://www.turquie-fr.com/l%E2%80%99afrique-du-sud-et-la-turquie-renoncent-mutuellement-aux-exigences-de-visas/23/08/2011/>)

² *Trevor Manuel, the Veteran*, *Times magazine*, 25 mars 2009 (disponible en ligne sur <http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,1887592,00.html>)

³ *Echo de la Turquie*, TÚSIAD, mars 2010.

Devançant les responsables politiques, les entreprises turques ont très tôt compris l'intérêt de commercer et de se lier au continent africain, notamment à l'Afrique du Sud. À titre d'exemple, l'entreprise Arçelik, membre de l'important groupe Koç en Turquie, a récemment racheté l'entreprise sud-africaine Defy⁴. Dès les années 1980, les réserves exploitables que renferme le sous-sol sud-africain (les plus importants gisements d'or, de manganèse et de platine du monde⁵, les troisièmes en ce qui concerne l'uranium⁶) ont attiré des entrepreneurs turcs. Plus récemment, la TÜSKON (Türkiye Sanayici Konfederasyonu), puissante confédération patronale turque rattachée au mouvement Gülen, s'est concentrée sur le continent africain⁷. Toutes les visites du Président ou du ministre du Commerce extérieur turcs sont depuis organisées par ses soins. Il en est allé de même du sommet de la coopération Turquie-Afrique qui a réuni 49 pays du continent du 18 au 21 août 2008⁸. Le président turc y avait formulé le vœu de voir la Turquie devenir « *la voix de l'Afrique* »⁹.

Le rapprochement de deux économies complémentaires

Grâce à une autosuffisance alimentaire et à une solide industrie de base, l'Afrique du Sud exporte matières premières et produits semi-manufacturés. La Turquie dispose pour sa part d'une main-d'œuvre bon marché et plus qualifiée que celle de l'Afrique du Sud. Les métaux sud-africains sont ainsi transformés par l'industrie chimique turque, notamment dans les régions d'Istanbul et d'Izmir. De même, les PME familiales turques importent des matières premières (charbon, métaux, or) ou des produits manufacturés (pièces détachées automobiles) d'Afrique du Sud, qu'elles transforment en produits finis mis sur le marché. Les caractéristiques complémentaires des deux économies ont permis de renforcer leurs relations commerciales, fait illustré par les statistiques du ministère des Finances sud-

⁴ Turkey's Arçelik buys Defy Appliances, South Africa Info 25 juillet 2011 (disponible en ligne sur <http://www.southafrica.info/business/investing/defy-250711.htm>)

⁵ Vivre et travailler en Afrique du Sud, www.swissemigration.ch, 2009.

⁶ Howard Schissel, *Comment l'Afrique du Sud a pu mettre au point « sa » bombe nucléaire*, *Le Monde diplomatique*, septembre 1978, page 14.

⁷ TÜSKON a reçu les ambassadeurs Africains accrédités auprès de Turquie, au petit déjeuner à Swissotel, 2001 (disponible en ligne sur http://www.tuskonwtb.com/index2.php?part=haberler&haber_id=667)

⁸ Sommet Afrique-Turquie : Ankara recherche les faveurs des pays africains, 19 août 2008 (disponible en ligne sur <http://www.afrik.com/article15029.html>)

⁹ M. Gül : « la Turquie porte un intérêt sincère à l'Afrique », *TRT France*, 27 mai 2011 (disponible en ligne sur <http://www.trtfrench.com/trtworld/fr/newsDetail.aspx?HaberKodu=6d008eed-e994-4ded-94fb-178cafb875d>)

africain¹⁰ : les échanges entre les deux pays ont crû de manière exponentielle entre le début des années 1990 et 2008.

Les statistiques consolidées de 2010 montrent que les exportations ont dépassé le niveau de 2008 précédant la crise économique. Cette dernière a mis à mal les relations commerciales, les premières statistiques de l'année 2009 révélant une chute des volumes d'importation et d'exportation divisés par deux, voire par trois. Les difficultés économiques des pays émergents affaiblissant leur demande extérieure ont également joué, la Turquie n'ayant pu trouver de débouchés vers l'Afrique du Sud.

Dans ce climat de récession économique, les gouvernements sud-africain et turc ont compris leur intérêt réciproque à maintenir d'intenses contacts économiques et politiques. Ces derniers remontent officiellement à une vingtaine d'années, les premières relations diplomatiques ayant été initiées en 1991. Celles-ci se sont accélérées en 1998. En réaction au refus par le Conseil européen de Luxembourg d'accorder à la Turquie le statut de candidat, Ankara avait alors engagé une nouvelle stratégie « d'ouverture vers l'Afrique ». Les relations commerciales sont en revanche bien antérieures puisqu'elles remontent au début des années 1980.

Le Président sud-africain Jacob Zuma s'est rendu en Turquie en octobre 2003, accompagné du ministre des Entreprises publiques, du ministre des Affaires étrangères, de la ministre de l'Énergie et de l'Industrie minière et du ministre du Commerce et de l'Industrie. Cette visite, qui marque le début du renforcement des relations bilatérales, a abouti à des accords de coopération scientifique, culturelle, et même policière. À titre anecdotique, les diplomates aiment rappeler dans leurs communiqués l'accord de 2007 établissant trois vols directs par semaine entre Istanbul, Johannesburg et Le Cap, empruntés par un nombre de touristes en hausse sur l'année 2010.

Plusieurs accords concernant différents secteurs industriels ont également été signés :

- La coopération dans le secteur de l'éducation, des arts, de la culture, de la science, de la technologie, du sport, des loisirs et de la jeunesse (2003)
- La coopération économique et commerciale (2003)
- La promotion réciproque et la protection des investissements (2005)

¹⁰ SA growth outlook "highly promising", ministère des Finances sud-africain, 2 septembre 2011 (disponible en ligne sur <http://www.southafrica.info/news/business/1020015.htm>)

- La coopération dans le secteur touristique (2005)
- L'impossibilité d'une double taxation, la prévention de l'évasion fiscale eu égard au respect des taxes sur le revenu, et sur l'assistance mutuelle envers l'application des accords (2008).

À l'occasion d'une visite du Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, en mars 2005, les deux pays ont décidé de prendre leurs distances avec certaines règles commerciales de l'Organisation mondiale du commerce et d'adopter un système général de préférences. En signant deux accords de coopération économique et douanière les deux pays se sont exemptés de la clause de la nation la plus favorisée¹¹. Un tel affranchissement leur permet désormais d'accorder à l'un ou à l'autre une faveur commerciale spéciale (une baisse des droits de douane perçus sur les produits, par exemple).

Une autre étape a été franchie lors de cette visite avec la création d'un JEC (*Joint Economic Committee* – Comité économique commun) à Pretoria. Présidé par Himi Güler, ministre turc de l'Énergie et des Ressources naturelles, et par Mandisi Mpahlwa, ministre sud-africain du Commerce et de l'Industrie, il entend renforcer les relations commerciales entre les deux pays. Les deux gouvernements s'engagent à se réunir régulièrement et à ouvrir des négociations sur des sujets variés (principalement la coopération économique). Lors d'un sommet turco-sud-africain organisé à Istanbul entre le 18 et le 20 août 2008 et animé par le Président turc Abdullah Gül, la Vice-Présidente sud-africaine Phumzile Mlambo-Ngcuka s'était déplacée pour souligner l'intérêt qu'avaient les décideurs turcs à insuffler une véritable politique de développement en Afrique¹².

Intérêts réciproques et actions communes

Outre les retombées économiques, chaque gouvernement a intérêt à un rapprochement. Ankara et Pretoria sont, dans leurs aires géographiques respectives, des « puissances en devenir ». L'Afrique du Sud entend devenir la « porte d'entrée de l'Afrique » sur les plans

¹¹ Jusqu'alors, les deux économies devaient s'appliquer entre elles les mêmes règles commerciales que celles réservées aux autres partenaires. Toutefois, la réglementation de l'OMC permet à deux pays de conclure un accord de libre-échange à l'intérieur d'un groupe, rendant ainsi leurs marchés moins perméables aux marchandises provenant de l'extérieur. *Comprendre l'OMC* (disponible en ligne sur http://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/tif_f/understanding_f.pdf)

¹² Discours du Président sud-africain, 19 août 2008 (disponible en ligne sur <http://www.info.gov.za/speeches/2008/08081912151001.htm>)

diplomatique¹³ comme économique et jouer un rôle de plate-forme commerciale¹⁴. La Turquie a une démarche similaire. Elle cherche à se poser en médiateur de la région d'une part, en passage obligé vers les ressources du Caucase (essentiellement de la mer Caspienne) et du Moyen-Orient d'autre part. De manière pragmatique les deux États ont également intérêt à former un front commun pour la réforme du fonctionnement des Nations unies, qu'elles appellent de leurs vœux. Le thème est officiellement évoqué à chaque rencontre entre chefs d'États. La complémentarité des biens échangés représente un potentiel de création d'emplois que les responsables politiques et économiques ont saisi, particulièrement en Afrique du Sud où le taux de chômage est une préoccupation majeure et où la réélection du personnel politique passe par sa réduction ou au moins sa stabilisation¹⁵.

La balance commerciale en faveur de la Turquie, observable depuis 2004, ne reflète que partiellement la réalité. Si les entreprises sud-africaines exportent moins en Turquie que les entreprises turques en Afrique du Sud, la Turquie est chargée dans le cycle de production de transformer les marchandises en produits finis. L'Afrique du Sud est, dans un premier temps, fournisseur de matières premières et de produits semi-finis, avant de représenter un débouché pour l'industrie turque (produits du secteur électroménager, automobile). La Turquie alimente ainsi la croissance de l'Afrique du Sud (les taux des années 2000 frôlent les 7 %), situation qui n'a été freinée que par le renversement conjoncturel de 2009.

Sur le plan diplomatique, le dossier libyen a donné une ampleur nouvelle au « couple » turco-sud-africain. Après avoir adopté des positions différentes, Pretoria et Ankara ont travaillé à un objectif commun : tenter d'obtenir le départ de Mouammar Kadhafi et la fin de son régime. Tandis que le gouvernement turc a offert des garanties d'exil au dirigeant libyen, le 11 juin, après avoir proposé une feuille de route à la communauté internationale en avril, le Président sud-africain Jacob Zuma se rendait à Tripoli fin mai 2011. Si la stratégie n'a pas été dévoilée comme telle par la partie turque, et placée sous l'aune de la diplomatie promue par l'Union africaine, les deux capitales, selon des sources gouvernementales sud-africaines,

¹³ L'implication de Pretoria dans le « règlement » du dossier zimbabwéen fut à cet égard décisive, même si l'ancien Président MBEKI s'est avéré être plus un collaborateur de Robert Mugabe qu'un partisan d'une solution respectant les élections de mars 2008.

¹⁴ Durban est, par exemple, le port le plus important d'Afrique par son tonnage (disponible en ligne sur <http://ports.co.za/durban-harbour.php>)

¹⁵ Ainsi, lors des élections générales sud-africaines d'avril 2009, les premiers électeurs issus de la communauté noire se sont partiellement détournés de l'ANC du fait de la stagnation du taux officiel du chômage à 25 %. *Le chômage atteint les 25% en Afrique du Sud*, Radio France International, 4 mai 2011 (disponible en ligne sur <http://www.rfi.fr/afrique/20110504-le-chomage-atteint-25-afrique-sud>)

auraient travaillé ensemble sur ce dossier. Cette information doit toutefois être prise au conditionnel car non confirmée par les autorités turques¹⁶.

Cette coopération indirecte ne s'est pas retrouvée sur le dossier syrien. En effet, la Turquie condamne les actes du Président Bachar al-Assad tandis que l'Afrique du Sud se range au côté de l'Inde et de la Chine, ne considérant pas la situation syrienne comme une menace pour la sécurité internationale et donc ne nécessitant pas une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU. Malgré les coopérations naissantes que l'on peut noter, la Turquie ne rentre pas dans le nouveau « trilatéralisme » du Sud, ce nouvel axe Brasilia-New Delhi-Pretoria, qui travaillent ensemble pour faire valoir leurs intérêts sur la scène mondiale. Ce dernier point n'empêche pas les capitales turque et sud-africaine de travailler conjointement quand leurs intérêts l'exigent. ■

¹⁶ « Le président sud-africain négocie une sortie de crise avec Kadhafi », AFP, 25 mai 2011, (disponible en ligne sur <http://www.cyberpresse.ca/international/dossiers/crise-dans-le-monde-arabe/libye/201105/25/01-4402553-le-president-sud-africain-negocie-une-sortie-de-crise-avec-kadhafi.php>)

TURQUIE – AFRIQUE DU SUD : REFLET DE LA NOUVELLE COOPERATION SUD-SUD ?

Louis-Marie BUREAU, Lara DEGER, Simon RUMEL, Club du Millénaire.



OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GEOPOLITIQUE / 30 SEPTEMBRE 2011

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

iris@iris-france.org

www.iris-france.org

www.affaires-strategiques.info